

UNE URGENCE : CONSTRUIRE LE RAPPORT DE FORCES !

EDITO

Ca y est, le mot est lâché : récession.
Brrr, ça fait peur.

La peur n'évitant pas le danger, la France est officiellement entrée en récession économique.

La consommation des ménages est en baisse, stupéfiant !

Cela fait 23 mois consécutifs que le chômage augmente, le triste record de 1997 est battu avec, en mars, 3 224 000 chômeurs, et, si l'on rajoute les salariés en activité réduite et les territoires d'Outre-Mer, ce sont 5 000 000 de demandeurs d'emploi qu'il faut comptabiliser.

Les chômeurs subissent une baisse de leur pouvoir d'achat ? Quelle découverte !

Plus de la moitié des inscrits à Pôle Emploi l'ont fait après une fin de CDD ou de mission d'intérim (plus de 75 % chez les jeunes).

Plus de 23 % des allocataires travaillaient à temps partiel avant. De toute évidence la précarité explose.

Découvririons-nous qu'en état de précarité, le français a moins de moyens pour consommer ?

L'ironie de l'histoire est que ce sont les mêmes « journalistes » qui mettent en lien la récession et la consommation des ménages (idée évidente) que ceux qui, à longueur de journaux télévisés, font la promotion de l'austérité pour « sauver » l'économie.

D'ailleurs, notre Gouvernement s'est doté d'un « outil », à la grande joie du MEDEF, qui permet de précariser encore plus, qui libère les licenciements boursiers des contraintes administratives, etc... Bref, un « outil » permettant de réduire ce qu'ils appellent le « coût » du travail et que, nous, nous appelons la rémunération du travail (c'est ce qui nous permet de consommer).

Vous l'avez compris, je parle de l'ANI bien sûr.

Donc le Gouvernement Hollande / Ayraut, dixit le Président lors de son allocution télévisée, va continuer, avec détermination, de nous serrer la ceinture. Et, les yeux dans les yeux, d'invoquer la confiance comme dans le livre de la jungle.



Voyons, réfléchissons : si la baisse de la consommation des ménages entraîne la récession, ce n'est peut-être pas d'austérité dont nous avons besoin, mais du contraire.

Evidemment, cela va à l'encontre du libéralisme instituant la baisse du coût du travail, comme un dogme.

Remettre le dogme en question mérite l'anathème.

Et bien, au risque de subir les foudres des dogmatiques libéraux, l'UD de Seine et Marne relance la campagne salaires (avec la pétition).

Je gage que les syndicats, les élus, qui vont négocier les salaires, que les salariés qui ne peuvent satisfaire leurs besoins, sont comme l'humble rédacteur de cet édito.

(Suite édito page 2)

Sommaire

Pages 1-2	Edito
Pages 2-3	Suite Edito—Orga, vie syndicale
Page 4	Solidarité NVO
Page 5	Campagne d'actions
Page 6	Dossier USR « Enfin en retraite »
Page 7	Enpartance
Page 8	Pub MACIF
Encart	Tract « Pour sortir de la crise » - Pétition

Le Journal de l'UD CGT 77

15, rue Pajol
77007 Melun Cedex
Tél. 01.64.14.26.77

Fax 01.64.14.26.81

E-mail udcgt77@wanadoo.fr

Directeur de la publication :

Jean Louis CHOMET

Comité de rédaction :

La direction de l'UD CGT 77

Impression : UD CGT 77

Commission paritaire : 0515 S 07367

Prix de vente au numéro : 0 € 76

Mensuel

(Suite édito)

L'anathème ils s'en foutent à un point que l'on aurait une vision de l'infinie.

- Parce que l'austérité, ce n'est pas la solution, c'est le problème !
- Parce que, pour sortir de la crise, c'est d'emplois stables, de salaires décents, de protection sociale de qualité, de réels services publics dont nous avons besoin.

Et, pour porter ces revendications, la CGT est incontournable.

Nous avons donc besoin d'une CGT plus forte, et une CGT avec plus de syndiqués, plus de militants.

Nous devons refaire de la syndicalisation une priorité !

C'est pour cela que la CE a adopté le principe d'un plan pluriannuel de syndicalisation qui part de deux axes :

- 1- là où nous sommes organisés,
- 2- là où la CGT est absente.

Plusieurs principes ont été actés :

- avoir une réflexion en partant des bassins d'emplois,
- mettre en commun nos forces pour parrainer,
- proposer la syndicalisation.

Ce n'est pas être outrageusement optimiste que de penser que nous allons progresser en nombre, donc que le rapport de force va progresser.

Oui, la CGT est, plus que jamais, incontournable.

Et oui, nous allons en faire une force à la disposition des salariés.

Gageons que le numéro d'équilibriste consistant à nous faire croire que plus nous sommes pauvres, plus ça va, ne durera pas longtemps face à la réalité.

A nous de nous en mêler et d'apporter nos propositions, elles sont réalisables, socialement justes et efficaces.

Alors, plus nombreux, plus forts, allons aux débats.

Jean-Luc HACQUART

VIE SYNDICALE



Compteurs :

Référence FNI 2011 : **7848**

FNI 2012 : **6 537**

Bases nouvelles 2013 : **13**

NOUVELLES ADHESIONS 2013 : 109

BIENVENUE !

ETATS ORGA AVRIL 2013

UL	FNI			TIMBRE		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013
CHELLES	179	149	57	1452	1231	46
COULOMMIERS	285	300	100	2386	3018	598
MARNE LA VALLEE	2134	1076	304	18077	9280	735
MEAUX	693	579	196	6125	4927	531
MELUN	1664	1719	306	15300	15070	435
MELUN SENART	741	781	223	6613	7332	749
MITRY MORY	399	250	117	3311	2268	354
MONTEREAU	749	713	89	7222	6793	141
NANGIS ET SES ENVIRONS	295	250	9	2700	2596	11
NEMOURS	288	313	67	2869	2720	164
PONTAULT COMBAULT	377	374	128	3040	3319	232
PROVINS	33	30	9	288	286	10
SEINE-ET-MARNE	12	2		116	22	
TOTAL GENERAL	7848	6537	1604	69500	58862	4006
		+ 388 / 1 mois	+ 642 / 1 mois			

SYNDICALISATION : UNE PRIORITE

La Commission Exécutive du 14 mai dernier a adopté le principe d'un plan pluriannuel de syndicalisation Pourquoi ?

L'édito met en évidence, face à une évolution imposée par le libéralisme, la nécessité d'avoir, plus que jamais, une CGT forte.

La force de notre organisation vient de ses fondamentaux, c'est-à-dire de son analyse du système d'exploitation capitaliste, et, face à cela, de la nécessité de créer un rapport de forces.

Il est donc incontournable de renforcer la CGT. C'est possible, en particulier en Seine et Marne !

Refaisons de la syndicalisation une priorité.

C'est ce qu'a décidé le 50^{ème} Congrès Confédéral, qui a adopté une résolution intitulée : « une politique ambitieuse de syndicalisation » (résolution 3).

Mesurons l'écart qui existe entre notre audience aux

élections prud'homales, professionnelles, TPE et nos 7 848 syndiqués.

Mesurons, également, la différence entre le nombre de nos syndiqués et les 437 200 salariés de notre département.

Nous disposons d'un potentiel de développement fantastique, d'une image positive et de la confiance de milliers de salariés.

Nous avons besoin d'une approche différente, d'une autre dynamique.

Le plan de syndicalisation part des 3 zones d'emplois de Seine et Marne, de là où sont les salariés, pas de là où sont les syndiqués (nos Unions Locales).

Il propose de mutualiser nos moyens militants pour aller à la rencontre de ces salariés là où ils sont.

Soyons ambitieux, 9 000 syndiqués, c'est possible, c'est faisable.

Un Comité Général extraordinaire se tiendra en octobre, ce sera l'occasion de faire le point de l'expérimentation, d'ajuster, de modifier et d'acter une démarche.

La CGT... c'est de la dynamique !

LES ZONES D'EMPLOIS DE SEINE ET MARNE

La Seine et Marne compte (source INSEE) 8 zones d'emplois :

ULs	SALARIES	COMMUNES	ETABLISSEMENTS
COULOMMIERS	15 871	52	4 625
MARNE LA VALLEE	131 890	49	21 732
MEAUX	42 346	72	9 465
MELUN	113 721	/	25 011
MONTEREAU	12 916	26	2 631
NEMOURS	14 820	39	3 475
PROVINS	12 652	56	2 985
SENART	32 510	/	4 888

CALENDRIER D' ACTIONS

29 Mai : Rassemblement de soutien aux Camarades de Mitrychem.et de protestation contre la discrimination et la répression syndicale. RDV à 12h00 devant l'entreprise.

30 Mai : Assemblée générale d'Enpartance.

31 Mai : Manifestation à Nemours pour l'accès aux soins pour tous et un hôpital public en plein exercice.

1^{er} Juin : Festival 'Un autre monde ». Participation de la CGT de Seine Et Marne.

10 Juin : Réunion des ULs à l'UD.

11 Juin : Débats retraites à la Bourse du travail de Noisiel à partir de 13h30.

14 Juin : Rassemblement pour la régularisation des sans papiers devant la Préfecture de Seine et Marne à 10h00.

Vous le savez, la NVO est en difficulté financière depuis très longtemps. Le CCN de novembre dernier avait tiré la sonnette d'alarme et fait appel à souscription. L'idée était : 1 € par syndiqué sauve le journal.

➤ Il faut continuer et amplifier les dons, la NVO doit continuer d'exister, c'est un outil incontournable pour les militants.

➤ Il faut pérenniser notre journal, donc s'abonner, faire abonner les syndicats, les élus et mandatés, les syndiqués...

LE CCN LANCE LA SOUSCRIPTION: 1€ PAR SYNDIQUE POUR RELANCER LA NVO!

Qui mieux que l'entreprise de presse de la CGT peut vous informer sur l'actualité syndicale?

DECISION DU CCN: BON DE SOUSCRIPTION NVO

Le CCN appelle à la solidarité financière des syndicats en versant au minimum **1€ par adhérent**.

Une solution d'urgence pour favoriser le retour à l'équilibre économique nécessaire au développement de l'entreprise.

Avant le 30 juin 2013

NOM DE L'ORGANISATION : _____

C.P. : _____ VILLE : _____

MONTANT : _____ N° CHEQUE : _____

BANQUE : _____



Envoyez votre chèque à l'ordre de la CGT et ce bon à: CGT— Service Comptabilité—263, Rue de Paris—93516 MONTREUIL CEDEX
Contact: Guillaume BESREST—g.besrest@cgt.fr—01.55.82.81.21

ABONNEZ-VOUS A LA NVO!

Un regard différent sur l'information sociale et juridique.
Retrouvez les informations indispensables à vos activités.

BULLETIN D'ABONNEMENT www.nvo.fr

NOM: _____ PRENOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

TEL : _____ E-MAIL : _____

FEDERATION : _____

ENTREPRISE : _____

MONTANT : _____ N° CHEQUE : _____ BANQUE : _____

1 FORMULES DE BIENVENUE

NVO : Abonnement au magazine – version web NVO 89 € /an

Je reçois les 26 numéros version papier et j'ai accès au feuilletage en ligne de la NVO, à ses archives, à la chronique juridique, au guide du droit du travail et aux modèles de lettres.

NVO + RPDS : Abonnement aux 2 revues + version web 148 € /an

Je reçois les 26 numéros de la NVO + les 12 numéros de la RPDS Versions papier et j'ai accès à leur feuilletage en ligne, à leurs archives, à la chronique juridique, au guide du droit du travail et aux modèles de lettres.

2 FORMULES FIDELITE

NVO version web _____ 29 € /an

(offre réservée aux abonnés NVO)

J'ai accès au feuilletage en ligne de la NVO, à ses archives, à la Chronique juridique, au guide du droit du travail et aux modèles de lettres.

NVO + RPDS version web _____ 9€ /an

(Offre réservée aux abonnés à la fois NVO et RPDS)

J'ai accès au feuilletage en ligne de la NVO et de la RPDS, à leurs archives, à la chronique juridique, au guide du droit du travail et aux modèles de lettres.

Retrouvez les autres formules d'abonnement sur : www.nvo.fr !

Renvoyer ce bulletin d'abonnement ainsi que votre chèque (Libellé à l'ordre de la NVO) à :
SERVICE ABONNEMENTS – NVO Case 600 – 263 Rue de Paris – 93516 MONTREUIL CEDEX
Si vous souhaitez régler par prélèvement, envoyez votre demande par mail.

POUR SORTIR DE LA CRISE, IL FAUT AUGMENTER LES SALAIRES

Depuis le début de la crise, les peuples sont sommés par le FMI (Fond Monétaire International), l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et la BCE (Banque Centrale Européenne) de faire des sacrifices pour sortir de la crise.

Les remèdes appliqués pour sortir de la crise :

- ➔ Stagnation des salaires,
- ➔ Augmentation des dividendes (multipliés par 13 en 30 ans),
- ➔ Destruction des services publics...

En favorisant la compétitivité économique des entreprises, le Gouvernement fait pression sur le coût du travail, la flexibilité de l'emploi et la modulation des salaires.

En 2012, la baisse enregistrée est de -0.9 %, c'est une première depuis 30 ans, c'est le détonateur qui mène aujourd'hui à la récession (baisse de la création de richesses ou PIB).

Pourtant 57 % des richesses créées par notre travail sont liées à la consommation.

La reprise économique passera par l'augmentation des salaires, pensions et mini garantis, c'est le choix que privilégie l'Allemagne.

Sous la pression de la rue, les métallos allemands gagnent 5.6 % d'augmentation générale.

Après 20 ans de modération salariale, de précarisation de l'emploi (loi Hartz), l'Allemagne a tué son marché intérieur.

La pression sur l'économie des pays du Sud de l'Europe tue maintenant son marché extérieur (60 % des exportations des pays européens se font dans la zone euro).

Depuis le début de la crise, l'Allemagne a perdu 2.6 % de PIB contre 1.7 % pour la France.

Le modèle allemand se fissure mais reste plébiscité par nos dirigeants.

Augmenter les salaires, les pensions et minima garantis, c'est :

- ✓ relancer l'économie,
- ✓ renflouer les caisses de protection sociale,
- ✓ financer les services publics,
- ✓ relancer l'emploi.

Il faut changer de cap.

**L'UD CGT 77 invite les syndicats et organisations à impulser partout
la campagne salaires, pensions et minima garantis, un tract
et une pétition est disponible à l'UD.
Cet été : un tract, une pétition, un débat...**

A vos plans de travail !

ENFIN EN RETRAITE

Enfin la retraite.

Après plus de 42 années de travail, à 62 ans, fatigués, impatients d'en profiter, fébriles, nous voyons la date fatidique arriver avec espoir et parfois, un peu de crainte.

La retraite, ce devrait être une troisième partie de la vie, après l'enfance et l'apprentissage, puis la période productive. La période où les femmes et les hommes devraient profiter de l'existence et non pas attendre la mort mais profiter pleinement de la vie.

Avoir accès à la culture, aux loisirs, aux voyages, découvrir de nouveaux horizons, de nouvelles activités vivre !

La réalité est loin de cette idylle pour une immense majorité de retraités, malgré ce que laissent entendre la Cour des Comptes et certains médias.

La pension mensuelle moyenne tous régimes confondus est de 1.216 € par mois.

La retraite médiane se situe autour de 1.100 € par mois, **ce qui veut dire que 50% des retraités perçoivent moins.**

Avec la précarité touchant de nombreux salariés, lors du départ en retraite, cette retraite médiane va tomber à 850 € par mois. C'est l'incertitude de l'avenir assurée.

Actuellement, plus de 10% des retraités ont recours aux organisations caritatives pour se nourrir (Restos du cœur, Secours Populaire, Secours Catholique), ce nombre ne cesse de grandir.

Et la baisse du pouvoir d'achat continue !!!

Nous le dénonçons inlassablement, depuis 1993 avec :

- les mesures Balladur,
- puis Fillon,
- ainsi que les réformes gouvernementales qui ont suivi et ont pour conséquence une baisse généralisée du niveau de vie de tous les retraités d'au moins 20%,
- la cotisation de 0,3%, impôt pour financer la prise en charge de la perte d'autonomie, comme si ces mesures régressives ne suffisaient pas, le Medef en rajoute pour les retraites complémentaires (elles représentent entre 25 et 50% du montant total de la pension).

La revalorisation des retraites de base de 1,3% et pour les complémentaires, de 0,8% pour l'ARRCO, de 0,5% pour l'AGIRC, est une insulte vis à vis des retraités.

L'accès aux soins est menacé. Faute d'argent, plus de 14% des retraités renoncent à se soigner ou empruntent pour se soigner.

Plus particulièrement, les femmes retraitées subissent de plein fouet les mesures d'austérité. Les pensions des femmes sont en moyenne de 38% inférieures à celles des hommes.

36% des femmes retraitées perçoivent seulement 700 € mensuels et 64% touchent moins de 900 €.

Ce que nous condamnons depuis de nombreuses années :

- La différence de salaires entre hommes et femmes :
 - Par un nombre d'année de cotisations moins importantes (période de maternité...),
 - Travail en temps partiel,
- Les dernières réformes qui reculent l'âge de départ, par la suppression de la décote d'une année par enfant dans la fonction publique.

En 6 ans, le nombre de retraités devant travailler pour survivre tout en percevant une pension a triplé.

L'insupportable est atteint.

Il est possible de faire d'autres choix économiques.

Tous les jours, les informations nous le confirment, ce que nous proposons et dénonçons est réaliste.

L'austérité étrangle les peuples. Le FMI et de nombreux organismes ainsi que des économistes reconnus ont déclaré que l'austérité était une erreur.

L'augmentation des pensions et des salaires à leur juste niveau entraînerait par conséquence un redémarrage de la consommation, de la production et une diminution du chômage :

- Moins de chômage : plus de rentrée de cotisations,
- La chasse aux fraudes fiscales de tout genre,
- Les paradis fiscaux qui permettent d'échapper à la contribution de l'impôt,
- Des investissements dans la recherche et l'outil de production au lieu de favoriser la spéculation.

Toutes ces solutions sont possibles si on en a la volonté politique, oui ! Une meilleure répartition des richesses est possible. N'oubliez pas que c'est vous qui avez participé à la création de ces richesses.

Alors !!! Retraités, devons-nous agir ou devons-nous subir !!!

C'est en vous regroupant dans la CGT que vous pourrez imposer cette politique qui met l'être humain en avant et non la finance.

Ouvriers, salariés et cadres encore en activité, le mouvement syndical ne s'arrête pas à la retraite.

La continuité syndicale à la retraite contribue à la défense de vos intérêts.

VENEZ NOUS REJOINDRE !

NOTRE RETRAITE NOUS VOULONS LA VIVRE DIGNEMENT.

usrcqt-ud77@orange.fr

PERMETTONS, PAR LA SOLIDARITE MILITANTE, A 35 FAMILLES DE REGION ILE DE FRANCE DONT 4 EN SEINE ET MARNE DE PARTIR UNE SEMAINE EN VACANCES CET ETE !

Le journal de l'UD n°472 du 29 mars dernier l'avait déjà annoncé : notre association régionale Enpartance a lancé cette grande initiative de solidarité que nous avons l'ambition de réussir ensemble.

La tombola militante qui a été lancée dès le Congrès de l'USR 77 (160 billets vendus) puis de la CE de l'UD du 23 avril, participe de notre volonté d'authentifier notre revendication du droit à l'accès aux vacances pour tous.

Il ne s'agit là aucunement de compenser les carences des entreprises et du patronat en matière d'accès aux vacances, comme aux loisirs, au sport et à la culture qui reste bien une bataille revendicative que nous devons mener partout sur les lieux de travail.

C'est une véritable initiative de solidarité, telle que nous la concevons, c'est-à-dire ancrée sur des valeurs de progrès social et de dignité.

Il nous faut donc ensemble, sur nos territoires, s'adresser aux milliers de salariés que nous côtoyons chaque jour pour qu'ils participent à cet acte de solidarité **en même temps que de**

cibler les 4 familles Seine et Marnaise qui peuvent profiter du résultat de cette solidarité.

40 000 bons à 2 € ont été mis à disposition des 8 départements d'Ile de France, **dont**

3 000 pour la Seine et Marne, ce qui a titre de repère représente moins d'un billet par syndiqué.

A ce jour, 1 700 billets sont entre les mains des militantes et militants des ULs, Professions et Syndicats (il en reste donc 1 300 à disposition).

Alors faisons en sorte, dans nos actes et engagements militants de tous les jours de travailler à réussir cette ambition que nous avons.



NOM:	1 ères vacances solidaires "Droit aux vacances pour tous !" Tombola - 2 euros Prix: Un séjour d'une semaine pour 2 en Andalousie en pension complète (été 2014) Un séjour d'une semaine pour 2 au Monténégro en pension complète (été 2014) Un séjour d'une semaine pour 2 aux Issambres en pension complète (été 2014) Un séjour d'une semaine pour 2 dans les Alpes en pension complète (été 2014) 6 bouteilles de Champagne - 6 bouteilles de vin blanc « Gaillac »... Tirage en septembre 2013 Contact : Enpartance IDF BP 115 93701 Drancy Cedex Tel : 01 48 30 95 16 email : asso@enpartance-idf.fr	
PRÉNOM:		
ADRESSE:		
TÉLÉPHONE:		
N° 28626	N° 28626	L'aide 35 familles à partir en vacances. La cgt Ligue communiste Généraliste enpartance L'association des salariés de l'Ile de France

Les règlements (chèques à l'ordre d'Enpartance) sont à retourner à l'UD (à l'attention d'Alain LEMPEREUR) au fur et à mesure avec les talons des billets remplis.



LA MACIF VOUS ASSURE, LE SAVIEZ-VOUS ?

Adhérez, militez : vous êtes protégés !

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais, c'est un engagement de tous les instants. C'est pourquoi, quand vous choisissez de défendre les intérêts des salariés, nous sommes à vos côtés pour soutenir et sécuriser votre action militante.

Les Organisations syndicales font confiance à la Macif depuis près de 30 ans pour assurer l'activité syndicale de leurs adhérents et militants. Pourquoi pas vous ?

Quelle que soit votre mission, des contrats existent pour faciliter votre engagement militant.
Contactez-nous : partenariat@macif.fr

Document non contractuel. Garanties proposées sous réserve des exclusions mentionnées aux contrats.
MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRÉS ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4, rue Pied de Fond - 79037 Niort cedex 9.



**LA SOLIDARITÉ
EST UNE FORCE**